

ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO

IP/N/1/LUX/C/1
26 de julio de 1996

(96-2931)

Consejo de los Aspectos de los Derechos de Propiedad
Intelectual relacionados con el Comercio

Original: francés

PRINCIPALES LEYES Y REGLAMENTOS DEDICADOS A LA PROPIEDAD INTELECTUAL NOTIFICADOS EN VIRTUD DEL PÁRRAFO 2 DEL ARTÍCULO 63 DEL ACUERDO

Luxemburgo

En el presente documento se reproducen¹ las siguientes leyes y reglamentos notificados por Luxemburgo de conformidad con el párrafo 2 del artículo 63 del Acuerdo:

	<u>Página</u>
- Ley de derecho de autor, de 29 de marzo de 1972	2
- Reglamento granducal relativo a la ejecución del párrafo VI del artículo 48 de la Ley de derecho de autor de 29 de marzo de 1972	11
- Ley de protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión, de 23 de septiembre de 1975	13
- Ley de 24 de abril de 1995, por la que se modifica la Ley de 29 de marzo de 1972 sobre el derecho de autor con respecto a la protección jurídica de los programas de ordenador	18

¹Francés solamente.

II. DROITS D'AUTEUR

A. Législation Nationale

1.

29 mars 1972. — Loi sur le droit d'auteur

Mém. 1972, 810

Section I^a. — *Du droit d'auteur en général*

Art 1^{er}. L'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique jouit sur cette oeuvre d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous.

Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial qui sont déterminés par la présente loi.

Les termes «oeuvres littéraires et artistiques» comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que les livres, brochures et autres écrits; les conférences, allocutions, sermons et autres oeuvres de même nature; les oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement; les compositions musicales avec ou sans paroles; les oeuvres cinématographiques auxquelles sont assimilées les oeuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les oeuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les oeuvres photographiques auxquelles sont assimilées les oeuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les oeuvres des arts appliqués, les illustrations, les cartes géographiques, les

** L'acte de Stockholm s'applique aux relations avec (au 1^{er} janvier 1991): RFA, Belgique, Bénin, France, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Monaco, Pays-Bas, Sénégal, Suisse et Surinam.

*** En vigueur entre (au 1^{er} janvier 1991): RFA, Belgique, France, Hongrie, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Sénégal, Suisse, Surinam.

Pour les déclarations, voir Mém. 1979, 1421.

Suite à l'entrée en vigueur de l'Arrangement de La Haye, le Protocole désigné ci-dessus cesse d'avoir effet à partir de la même date, conformément à l'article 11. 2)a) dudit Protocole.

Toutefois, comme prévu par l'article 11. 2)b), le fait que ce Protocole cesse d'avoir effet ne relève pas les Etats liés par le Protocole de leurs obligations telles qu'elles en découlent en ce qui concerne les dessins ou modèles industriels dont la date du dépôt est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'Acte de La Haye de 1959.

DROITS INTELLECTUELS

plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégées comme des oeuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une oeuvre littéraire ou artistique.

Les recueils d'oeuvres littéraires ou artistiques qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles, sont protégées comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des oeuvres qui font partie de ces recueils.

La législation sur le droit d'auteur protège l'oeuvre photographique, même en l'absence d'un caractère artistique exprimé et sans exiger que l'auteur de cette oeuvre ait réalisé une conception intellectuelle originale. — Cour 4 juin 1973; P. 22, 334.

2. Sous réserve d'autres dispositions de la présente loi le droit d'auteur se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

Toutefois, la durée prévue à l'alinéa précédent peut être étendue par voie de règlement d'administration publique.

3. Le droit de reproduire l'oeuvre ou de la divulguer d'une autre façon au public ainsi que d'en autoriser la reproduction ou la divulgation constitue le droit exclusif d'exploitation de l'auteur.

Le droit d'exploitation est cessible et transmissible, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil.

4. Le droit d'auteur sur les oeuvres photographiques et les oeuvres des arts appliqués se prolonge pendant cinquante ans à compter de leur réalisation.

5. Est présumé auteur de l'oeuvre, sauf preuve contraire, la personne dont le nom en tant que celui de l'auteur est indiqué sur l'oeuvre de la manière usitée.

6. Lorsque l'oeuvre est le produit d'une collaboration telle que les apports des collaborateurs sont inséparables, le droit d'auteur existe au profit de tous les ayants droit jusque cinquante ans après la mort du survivant des collaborateurs. Demeure toutefois réservée l'application des dispositions de la section VI.

7. Lorsque le droit d'auteur est indivis, l'exercice de ce droit est réglé par les conventions. À défaut de conventions aucun des coauteurs ne peut l'exercer isolément, sauf aux tribunaux à prononcer en cas de désaccord.

Toutefois, chacun des coauteurs reste libre de poursuivre en son nom et sans l'intervention des autres l'atteinte qui serait portée au droit d'auteur et de réclamer des dommages-intérêts pour sa part.

8. L'éditeur d'une oeuvre anonyme ou pseudonyme est réputé, à l'égard des tiers, représenter l'auteur. La durée de la protection expire cinquante ans après que l'oeuvre aura été licitement rendue accessible au public.

Toutefois, si l'identité de l'auteur est établie, ce dernier, ou ses ayants cause, rentrent dans leurs droits respectifs.

DROITS INTELLECTUELS

9. Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur jouit du droit de revendiquer la paternité de son œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de celle-ci ou à toute autre atteinte à la même œuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

Le droit visé à l'alinéa précédent est attaché à la personne de l'auteur. Après sa mort, il est maintenu jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et pendant toute la durée de la protection, il pourra être exercé par les héritiers de l'auteur ou par un tiers auquel celui-ci aura conféré son exercice par des dispositions testamentaires.

10. Pour le calcul de la durée de protection prévue par la présente loi, il est pris, comme date de départ, le premier janvier de l'année qui suit l'événement considéré.

Section II. — Des exceptions au droit d'auteur

11. Les discours prononcés dans les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques des tribunaux ou dans les réunions politiques, peuvent être librement publiés et radiodiffusés. Les conférences, allocutions et autres œuvres de même nature, prononcées en public, peuvent être reproduites par la presse et radiodiffusées en original ou en traduction lorsqu'une telle utilisation est justifiée par le but d'information à atteindre.

Toutefois, l'auteur seul a le droit de tirer à part ou réunir en recueil les œuvres mentionnées à l'alinéa précédent.

12. Les actes officiels de l'autorité et leurs traductions officielles ne donnent pas lieu au droit d'auteur.

Tous autres écrits faits par l'Etat, les communes ou les établissements publics donnent lieu au droit d'auteur, soit au profit de ces administrations pendant une durée de cinquante ans, à compter de leur publication, soit au profit de l'auteur, s'il ne l'a pas aliéné en faveur de ces administrations.

13. Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire ou artistique déjà rendue licitement accessible au public n'exclut pas le droit de faire des citations en original ou en traduction lorsqu'elles sont conformes aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but à atteindre, y compris les citations d'articles de journaux et de recueils périodiques sous forme de revues de presse.

Il en est de même en ce qui concerne l'utilisation des œuvres littéraires ou artistiques, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, sous réserve qu'une telle utilisation soit conforme aux bons usages.

Les citations et utilisations seront accompagnées de la mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

La publicité réelle d'un ouvrage, quoique relative et limitée à un cercle déterminé de lecteurs, confère aux tiers l'exercice du droit de faire des citations dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

Ne sauraient être considérées comme plagiat ou reproduction d'un livre des citations non excessives, qui, à raison de leur brièveté, ne sont pas de nature à détourner le lecteur de la pensée de lire le livre critiqué. — Cour 28 février 1913, P. 8. 439

DROITS INTELLECTUELS

14. Les œuvres littéraires ou artistiques vues ou entendues au cours d'un événement d'actualité peuvent, dans la mesure justifiée par le but d'information à atteindre, être reproduites et rendues accessibles au public à l'occasion d'un compte rendu dudit événement par le moyen de la photographie, de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion.

Les articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse, publiés dans des journaux ou recueils périodiques et les œuvres radiodiffusées ayant le même caractère, pourront être reproduits par la presse ou radiodiffusés en original ou en traduction, si les auteurs ou éditeurs n'ont pas expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction ou la radiodiffusion; toutefois, la source devra toujours être clairement indiquée. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

Les nouvelles du jour et les faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse pourront être librement utilisés.

Section III. — *Du droit d'auteur sur les œuvres littéraires, dramatiques, dramatico-musicales et musicales*

15. Les auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser:

a) la représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres, y compris la représentation et l'exécution publiques par tous moyens ou procédés; b) la transmission publique par tous moyens de la représentation et de l'exécution de leurs œuvres.

Les droits visés à l'alinéa premier sont accordés aux auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser: a) la récitation publique de leurs œuvres, y compris la récitation publique par tous moyens ou procédés; b) la transmission publique par tous moyens de la récitation de leurs œuvres.

Les droits visés à l'alinéa trois sont accordés aux auteurs d'œuvres littéraires pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

1° L'organisateur de spectacles publics a l'obligation de veiller à ce que les exécutions musicales qui en font partie ne constituent pas une lésion du droit d'autrui. Au point de vue du droit méconnu, il est responsable du fait des personnes agissant pour son compte; spécialement il répond du fait des musiciens qu'il a engagés pour remplir la partie musicale et qui jouent des morceaux sans y avoir été autorisés par les compositeurs ou leurs ayants droit. — Lux. 31 mai 1902, P. 6. 519

2° C'est au président du comité d'organisation à s'enquérir, avant le concert, si les auteurs ont donné leur consentement à l'exécution des œuvres musicales qui figurent au programme.

En les faisant ou en les laissant exécuter, sans avoir obtenu ce consentement, il lèse les droits des auteurs et leur cause un dommage qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil il est tenu de réparer. id.

16. Le droit d'auteur sur les œuvres visées à l'article 15 comprend le droit exclusif de faire ou d'autoriser des traductions, des arrangements, des adaptations ou toutes autres transformations de ces œuvres.

17. Lorsqu'il s'agit d'œuvres qui se composent de paroles ou de livrets et de musique, le compositeur et l'auteur ne pourront traiter de leur œuvre avec un collaborateur nouveau. Néanmoins, ils auront le droit de l'exploiter isolément, à condition de ne pas porter atteinte à l'exploitation de l'œuvre commune.

DROITS INTELLECTUELS

Section IV. – Du droit d'auteur sur les oeuvres des arts figuratifs

18. La cession d'une oeuvre d'art n'entraîne pas cession du droit d'auteur au profit de l'acquéreur.

19. Ni l'auteur, ni le propriétaire d'un portrait n'a le droit de le reproduire ou de l'exposer publiquement sans l'assentiment de la personne représentée ou celui de ses ayants droit, pendant vingt ans à partir de son décès.

20. L'oeuvre d'art reproduite par des procédés industriels ou appliquée à l'industrie reste néanmoins soumise aux dispositions de la présente loi.

21. L'oeuvre d'art, y compris l'oeuvre d'architecture, placée de façon permanente dans un lieu public, peut être reproduite et rendue accessible au public par le moyen de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion. Il en va de même dans les cas où l'inclusion d'une telle oeuvre dans le film ou dans l'émission n'a qu'un caractère accessoire ou incident par rapport au sujet principal.

22. Les auteurs d'oeuvres graphiques et plastiques ont, nonobstant toute cession de l'oeuvre originale, un droit inaliénable de participation au produit de toute vente de cette oeuvre faite aux enchères publiques ou par l'intermédiaire d'un commerçant.

Après le décès de l'auteur, ce droit de suite subsiste au profit de ses héritiers à l'exclusion de tous légataires et ayants cause pendant l'année civile en cours et les cinquante années suivantes.

Le droit qui ne pourra pas dépasser trois pour-cent est applicable seulement à partir d'un prix de vente minimum. Ce droit est prélevé sur le prix de vente de chaque oeuvre et sur le total du prix sans aucune déduction à la base.

Un règlement d'administration publique fixera le tarif du droit et le prix de vente minimum visés à l'alinéa qui précède. Il déterminera en outre les conditions dans lesquelles les auteurs feront valoir les droits qui leur sont reconnus par les dispositions du présent article.

Section V. – De la radiodiffusion des oeuvres littéraires et artistiques

23. I. Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser:

1° la radiodiffusion de leurs oeuvres ou la communication publique de ces oeuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images;

2° toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'oeuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine;

3° la communication publique, par haut-parleur ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'oeuvre radiodiffusée.

II. Sauf stipulation contractuelle contraire, l'autorisation prévue à l'alinéa précédent implique pour l'organisme de radiodiffusion bénéficiaire la faculté d'utiliser aux fins d'émission, des instruments portant fixation des sons ou des images, licitement confectionnés.

24. S'il s'agit d'une oeuvre déjà rendue licitement accessible au public, dont l'exploitation totale ou partielle a été confiée, à quelque titre que ce soit, à un organisme visé à l'article 48 et à défaut d'accord amiable entre les parties en cause, la radiodiffusion ou la communication publique en est licite contre paiement d'une rémunération équitable. A défaut d'accord ou d'arbitrage entre les parties en cause, les tribunaux ordinaires, statuant comme en matière sommaire et urgente, fixent la rémunération équitable qui est légitimement due.

En aucun cas, la radiodiffusion ou les communications publiques effectuées dans les conditions de l'alinéa précédent ne pourront porter atteinte au droit prévu à l'article 9.

DROITS INTELLECTUELS

25. Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'article 23 n'implique pas l'autorisation d'enregistrer, au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'oeuvre radiodiffusée.

Toutefois, sont licites les enregistrements éphémères effectués par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions, à condition qu'ils ne soient utilisés aux fins d'émission que pendant les trois mois qui suivent la représentation, l'exécution ou la récitation enregistrée et qu'ils soient ensuite détruits ou rendus impropres à l'usage.

Les enregistrements visés à l'alinéa précédent peuvent cependant être conservés dans des archives officielles s'ils possèdent un caractère exceptionnel de documentation. Les modalités de cette conservation seront fixées par un règlement d'administration publique.

Section VI. – De l'oeuvre cinématographique

26. Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser:

1° l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces oeuvres et la mise en circulation des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites;

2° la représentation et l'exécution publiques, par quelque moyen ou procédé que ce soit, des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites.

L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinématographiques tirées d'oeuvres littéraires ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l'autorisation des auteurs des oeuvres originales.

Demeure réservée l'application des dispositions de la Section V.

27. Le droit d'auteur sur l'oeuvre cinématographique appartient à titre originaire à son producteur. Est présumé producteur de l'oeuvre cinématographique, sauf preuve contraire, la personne physique ou morale dont le nom en tant que celui du producteur est indiqué sur ladite oeuvre en la manière usitée.

Le droit d'auteur sur l'oeuvre cinématographique expire cinquante ans après que l'oeuvre aura été licitement rendue accessible au public.

28. Sauf stipulation contraire ou particulière, le contrat conclu par le producteur avec les auteurs des oeuvres utilisées dans la réalisation de l'oeuvre cinématographique, exception faite des oeuvres musicales, avec ou sans paroles, emporte cession au profit du producteur du droit d'exploiter l'oeuvre cinématographique, par tous les moyens et procédés y compris le sous-titrage et le doublage des textes, et d'y apporter les modifications indispensables à cette exploitation, à la condition que les modifications ne portent pas atteinte au droit prévu à l'article 9.

Section VII. – De la contrefaçon et de sa répression

29. Toute atteinte méchante ou frauduleuse portée au droit de l'auteur constitue le délit de contrefaçon.

Ceux qui, avec connaissance, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus, importent ou mettent en circulation sur le territoire luxembourgeois dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

1° Pour constituer le délit de contrefaçon d'oeuvres littéraires ou artistiques dans le sens de la loi du 10 mai 1898, il faut que le fait incriminé implique une atteinte méchante ou frauduleuse au droit de l'auteur; il y a atteinte méchante au droit de l'auteur, lorsque le fait incriminé a été posé uniquement dans le but de nuire

DROITS INTELLECTUELS

à la réputation artistique, et atteinte frauduleuse, lorsque l'inculpé a de mauvaise foi cherché à tirer un profit de cette atteinte. – Cass. 6 décembre 1901, P. 6.33

2° La contrefaçon est punissable dès lors que la reproduction en violation des droits de l'auteur d'une oeuvre protégée est méchante ou frauduleuse, un seul de ces éléments étant suffisant.

La fraude en cette matière consiste dans le fait d'exploiter sciemment l'oeuvre d'autrui, c'est-à-dire d'en tirer parti publiquement et sans autorisation, sans qu'il y ait lieu de distinguer si le contrefacteur a agi dans un but lucratif ou désintéressé, ni s'il en a retiré un avantage ou non.

En matière de droit d'auteur l'intention frauduleuse se présume normalement par l'accomplissement de l'acte, le fait matériel de la contrefaçon élevant, par lui-même contre son auteur une présomption de mauvaise foi.

Comme en toute matière pénale, le prétendu contrefacteur conserve cependant la faculté de rapporter la preuve de sa bonne foi, cette dernière à la supposer établie, étant de nature à l'exonérer de toute responsabilité pénale. – Cour 4 juin 1973, P.22.334

30. Les délits prévus à l'article précédent seront punis d'une amende de deux mille cinq cent un francs à cent mille francs.

La confiscation des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celle des planches, moules ou matrices et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

31. En cas d'exécution, de récitation ou de représentation faite en fraude des droits de l'auteur les recettes pourront être saisies par la police judiciaire comme objets provenant du délit, et seront allouées au réclamant, à valoir sur les réparations lui revenant, mais seulement en proportion de la part que son oeuvre aura eue dans la représentation ou l'exécution.

32. L'application méchante ou frauduleuse sur une oeuvre littéraire ou artistique, du nom d'un auteur, ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son oeuvre sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de deux mille cinq cent un francs à vingt mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, avec connaissance, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus, importent ou mettent en circulation sur le territoire luxembourgeois, dans un but commercial, les objets désignés au premier alinéa, seront punis des mêmes peines.

33. L'article 191 du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes:

«Quiconque aura, soit apposé, soit fait apposer par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle de la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de deux mille cinq cent un à cinquante mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

La même peine sera prononcée contre tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, qui aura sciemment exposé en vente, importé ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés.»

34. Les infractions à la présente loi, sauf celles prévues par l'article 32, ne peuvent être poursuivies que sur la plainte de la personne qui se prétend lésée.

DROITS INTELLECTUELS

35. Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal ainsi que la loi du 18 juin 1879, modifiée par la loi du 16 mai 1904, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

36. La disposition suivante est ajoutée au n° 23 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1870, sur les extraditions: « ... ainsi que pour le délit prévu par l'article 32 de la loi sur le droit d'auteur. »

Section VIII. – Action civile résultant du droit d'auteur

37. Les titulaires du droit d'auteur pourront, avec l'autorisation du président du tribunal de première instance du lieu de la contrefaçon, obtenue sur requête, faire procéder par un ou plusieurs experts, que désignera ce magistrat, à la description des objets prétendus contrefaits ou des faits de la contrefaçon et des ustensiles qui ont directement servi à les accomplir.

Le président pourra, par la même ordonnance, faire défense au détenteur des objets contrefaits de s'en dessaisir, permettre de constituer gardien ou même de mettre les objets sous scellés. Cette ordonnance sera signifiée par un huissier à ce commis.

S'il s'agit de faits qui donnent lieu à recette, le président pourra autoriser la saisie conservatoire des deniers par un huissier qu'il commettra.

Aucune disposition de la loi du 10 mai 1898 sur le droit d'auteur n'exclut, à côté des modes de réparation prévus expressément par l'article 30 de ladite loi, le recours aux sanctions de droit commun. – Cour 25 janvier 1956, P. 16. 430.

38. La requête contiendra élection de domicile dans les communes où doit avoir lieu la description.

Les experts prêteront serment entre les mains du président avant de commencer leurs opérations.

39. Le président pourra imposer au requérant l'obligation de consigner un cautionnement. Dans ce cas, l'ordonnance ne sera délivrée que sur la preuve de la consignation faite.

40. Les parties pourront être présentes à la description, si elles y sont spécialement autorisées par le président.

41. Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, il est opéré conformément à l'article 587 du Code de procédure civile.

42. Copie du procès-verbal de description sera envoyée par les experts, sous pli recommandé, dans le plus bref délai au saisi et au saisissant.

43. Si, dans la huitaine de la date de cet envoi, constatée par le timbre de la poste, ou de la saisie conservatoire des recettes, il n'y a pas eu assignation devant le tribunal dans le ressort duquel la description a été faite, l'ordonnance cessera de plein droit ses effets et le détenteur des objets décrits ou des deniers saisis pourra réclamer la remise de l'original du procès-verbal avec défense au requérant de faire usage de son contexte et de le rendre public, le tout sans préjudice de dommages-intérêts.

44. Sans préjudice du droit pour la partie lésée de se pourvoir devant la juridiction répressive dans les termes du droit commun, les actions dérivant de la présente loi sont de la compétence exclusive des tribunaux civils.

La cause sera jugée comme affaire urgente.

45. Les recettes et les objets confisqués pourront être alloués à la partie civile, à compte ou à concurrence du préjudice souffert.

DROITS INTELLECTUELS

46. Dans le cas d'infraction aux dispositions de l'article 22, l'acquéreur et les officiers ministériels pourront être condamnés solidairement au profit des bénéficiaires du droit de suite à des dommages-intérêts.

Section IX. – Droits des étrangers.

47. Les étrangers jouissent dans le Grand-Duché des droits garantis par la présente loi, sans que la durée de ceux-ci puisse, en ce qui les concerne, excéder la durée fixée par la loi luxembourgeoise.

Les effets des conventions internationales sont réservés.

Section X. – Organismes exerçant le droit d'auteur

48. I. Tout organisme exerçant, à quelque titre que ce soit, le droit d'auteur sur le territoire luxembourgeois pour le compte de plus d'un auteur ou ayant droit, doit obtenir une autorisation. Si l'organisme est établi à l'étranger, il est tenu en outre d'avoir un mandataire général ayant son domicile dans le Grand-Duché qui le représente dans le pays tant judiciairement qu'extrajudiciairement. Le mandataire général doit être agréé.

L'autorisation et l'agrément, qui sont prescrits sous peine de forclusion de toute action, sont délivrés par le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions.

II. – L'organisme établi à l'étranger doit produire en copie la procuration donnée à son mandataire général. Celle-ci doit indiquer d'une manière non équivoque les pouvoirs parmi lesquels doit figurer celui de représenter l'organisme en justice.

Tous ajournements et notifications à signifier un organisme établi à l'étranger pourront être faits au domicile du mandataire général, qui est attributif de juridiction pour toutes les actions pouvant découler de la présente loi et plus particulièrement pour celles qui se fondent sur des contrats ayant pour objet des droits d'auteur passés dans le Grand-Duché, avec des personnes physiques ou morales y établies et concernant soit des habitants du Grand-Duché, soit des exploitations y situées.

Le domicile du mandataire général servira également à déterminer les délais à observer pour tous ajournements et notifications.

III. – Est considéré comme passé dans le Grand-Duché, au regard des dispositions de la présente loi, tout contrat concernant les droits d'auteur passé avec un usager habitant le Grand-Duché ou y établi.

IV. – Les clauses des contrats concernant les droits d'auteur qui dérogeraient aux dispositions qui précèdent, sont nulles.

V. – Les organismes visés sub I doivent dresser une liste des auteurs d'oeuvres qu'ils représentent et la tenir à jour.

Cette liste pourra être consultée par les entrepreneurs de spectacles, les organismes de radio-diffusion et, généralement, par tous les usagers et par tous ceux qui y auront intérêt. Pour autant qu'il s'agit d'organismes établis à l'étranger, la liste restera déposée chez le mandataire général.

Le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions pourra dispenser des obligations prescrites par les deux alinéas qui précèdent dans la mesure où des listes déposées à l'étranger pourront être consultées par les usagers par l'intermédiaire des organismes luxembourgeois ou des mandataires généraux des organismes établis à l'étranger.

DROITS INTELLECTUELS

VI. – Un règlement d'administration publique précisera les conditions de l'autorisation et de l'agrément prévus sub I et les conditions dans lesquelles les organismes y visés pourront exercer leur activité. Ce règlement sera pris sur avis obligatoire du Conseil d'Etat et déterminera la date de l'entrée en vigueur des dispositions du présent article.

Section XI. – *Disposition transitoire*

49. Par la présente loi, il n'est porté aucune atteinte aux contrats sur la matière légalement formés sous l'empire des lois antérieures. Les auteurs ou leurs ayants droit dont les droits exclusifs, résultant de ces lois, ne seront pas épuisés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront pour l'avenir régis par celle-ci.

Section XII. – *Abrogation de la législation existante*

50. Sont abrogés la loi du 10 mai 1898 sur le droit d'auteur et les arrêtés du 10 et du 13 mai 1896 concernant l'exécution de cette loi.

26 octobre 1972. – Règlement grand-ducal concernant l'exécution de l'article 48, paragraphe VI de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur

Mém. 1972. 1495.

Art. 1^{er}. Tout organisme exerçant, à quelque titre que ce soit, le droit d'auteur sur le territoire luxembourgeois pour le compte de plus d'un auteur ou ayant droit est soumis à une autorisation du ministre ayant dans ses attributions le droit d'auteur qui, dans la suite, est désigné par le terme «le ministre».

En outre, si l'organisme est établi à l'étranger, le mandataire général désigné pour le représenter dans le pays tant judiciairement qu'extrajudiciairement doit être agréé par le ministre.

L'autorisation et l'agrément sont accordés pour une période de trois ans. Ils sont renouvelables.

L'autorisation ne peut être accordée à l'organisme que si sa situation financière offre les garanties nécessaires pour la bonne exécution de ses engagements et si ses dirigeants présentent les garanties de moralité et d'honorabilité professionnelles.

L'agrément ne peut être accordé au mandataire général que si celui-ci présente les garanties de moralité et d'honorabilité professionnelles.

L'autorisation et l'agrément peuvent être révoqués:

- 1° pour les motifs qui auraient justifié un refus de l'autorisation ou de l'agrément;
- 2° dans les cas où l'organisme ou le mandataire général, malgré un avertissement de la part du ministre, agissent contrairement aux dispositions de la loi sur le droit d'auteur ou du présent règlement.

Les décisions du ministre concernant le refus ou le retrait de l'autorisation et de l'agrément doivent être motivées.

L'octroi de l'autorisation et de l'agrément ainsi que les décisions de révocation y relatives sont publiées au Mémorial.

DROITS INTELLECTUELS

2. Doivent être annexés à la demande en vue d'obtenir l'autorisation visée à l'alinéa premier de l'article 1^{er}:

- a) les statuts et éventuellement les règlements de l'organisme;
- b) un état du personnel dirigeant;
- c) des indications sur l'organisation et le fonctionnement de l'organisme;
- d) dans le cas d'un organisme établi à l'étranger, le projet de la procuration qu'il donnera à son mandataire général.

La demande en vue d'obtenir l'agrément visé à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} doit contenir l'indication du nom, de l'adresse et de la nationalité du mandataire général devant représenter l'organisme au Grand-Duché de Luxembourg. Un extrait du casier judiciaire du candidat doit être joint.

Le ministre peut exiger d'autres renseignements.

Tous changements concernant les renseignements fournis et les pièces versées doivent être portés à la connaissance du ministre dans le mois du changement.

3. A défaut de contrats conclus avec les usagers, les organismes de perception sont tenus d'établir des tarifs ou barèmes pour les principales catégories d'usagers et de les tenir à la disposition de ceux-ci. Les tarifs ou barèmes seront établis après avoir entendu les organismes représentatifs des usagers en leurs observations et après avoir pris l'avis de la commission prévue à l'article 4. Dans la mesure où des tarifs ou barèmes existent, aucune rémunération supérieure à celles y prévues ne peut être demandée. Nonobstant l'existence de tarifs ou de barèmes, les usagers visés à l'article 24 de la loi sur le droit d'auteur peuvent requérir une fixation de la rémunération conformément aux modalités prévues par cet article.

4. Le ministre nommera une commission chargée

- 1° de donner un avis sur les tarifs et barèmes visés à l'article 3 du présent règlement;
- 2° de donner sur demande, des avis aux intéressés lors de la conclusion de contrats concernant les droits d'auteur;
- 3° de donner des avis au ministre.

5. La commission prévue à l'article qui précède comprend neuf membres, dont

- 1° un président,
- 2° quatre membres représentant les auteurs et les organismes de perception et
- 3° quatre membres représentant les usagers d'oeuvres protégées par le droit d'auteur.

Le président et les membres seront nommés par le ministre. Le président est choisi parmi les fonctionnaires du cadre supérieur du ministère ayant les droits d'auteurs dans ses attributions. Pour les autres nominations les organismes représentatifs des intéressés seront entendus en leurs propositions.

La commission ne peut délibérer que si au moins cinq de ses membres sont présents, dont au moins un de chacune des catégories prévues sub 2) et 3) du présent article. Les résolutions de la commission sont prises à la majorité des voix.

6. Le ministre ayant le droit d'auteur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement.

DROITS INTELLECTUELS

Il veillera à ce que les organismes de perception soient gérés d'après les principes d'une bonne administration et que la perception et la répartition des droits soient faites d'après des règles fixes et sans arbitraire.

7. A l'exception de son article 3, le présent règlement entrera en vigueur trois jours francs après sa publication au Mémorial.

Les dispositions de l'article 48 de la loi sur le droit d'auteur et celles de l'article 3 du présent règlement seront applicables à partir du premier jour du troisième mois qui suit cette publication.

2.

23 septembre 1975. – Loi sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

Mém. 1975. 1354.

Section 1^{re}. – Dispositions liminaires

Art. 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par les mots

- a) «artistes interprètes ou exécutants», les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des oeuvres littéraires ou artistiques;
- b) «phonogramme», toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;
- c) «producteur de phonogrammes», la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;
- d) «reproduction», la réalisation d'un exemplaire ou de plusieurs exemplaires d'une fixation;
- e) «copie», un support contenant des sons repris directement ou indirectement d'un phonogramme et qui incorpore la totalité ou une partie substantielle des sons fixés dans ce phonogramme;
- f) «distribution au public», tout acte dont l'objet est d'offrir des copies, directement ou indirectement, au public en général ou à toute partie de celui-ci;
- g) «émissions de radiodiffusion», la diffusion de sons ou d'images et de sons par le moyen des ondes radioélectriques aux fins de réception par le public;
- h) «réémission», l'émission simultanée ou consécutive par un organisme de radiodiffusion d'une émission d'un autre organisme de radiodiffusion.

Section II. – Protection des artistes interprètes ou exécutants

2. Les artistes interprètes ou exécutants jouissent de la protection instituée par la présente loi lorsque

- a) l'exécution a lieu sur le territoire du Grand-Duché;

DROITS INTELLECTUELS

- b) l'exécution est fixée sur un phonogramme protégé en vertu de l'article 7;
- c) l'exécution non fixée sur un phonogramme est diffusée par une émission protégée en vertu de l'article 9.

3. 1. Dans les cas prévus à l'article 2 les artistes interprètes ou exécutants participant à l'exécution ont le droit d'autoriser ou d'interdire

- a) la radiodiffusion et la communication au public de leur exécution, sauf lorsque l'exécution utilisée pour la radiodiffusion ou la communication au public est elle-même déjà une exécution radiodiffusée ou est faite à partir d'une fixation;
- b) la fixation sur un support matériel de leur exécution non fixée;
- c) la reproduction d'une fixation de leur exécution;
 - i) lorsque la première fixation, autre que celle visée à l'article 13 ci-dessous, a elle-même été faite sans leur consentement;
 - ii) lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement;
 - iii) lorsque la première fixation a été faite en vertu des dispositions de l'article 13 et est reproduite à des fins autres que celles visées par ces dispositions.

2. Sauf preuve contraire, le consentement de l'artiste à la radiodiffusion de son exécution est réputé emporter son consentement à la réémission, à la fixation aux fins de radiodiffusion et à la reproduction d'une telle fixation aux fins de radiodiffusion.

4. 1. Lorsque plusieurs artistes interprètes ou exécutants participent à une même exécution, il suffit que le consentement prévu à l'article précédent soit donné par l'autorité administrative ou artistique dont relève l'ensemble ou, à son défaut, par le chef de celui-ci.

2. Le consentement est dans tous les cas réputé accordé si celui qui l'a reçu n'avait pas de raison suffisante pour soupçonner qu'il n'émanait pas de la personne habilitée à le donner selon l'alinéa 1 du présent article.

5. Sans préjudice de l'application de l'article 3 (2), et à défaut d'un accord particulier conclu entre parties, le contrat de louage de service détermine dans quelle mesure et à quelles conditions l'employeur peut utiliser les prestations accomplies par un artiste interprète ou exécutant dans le cadre des obligations qui lui incombent en raison dudit contrat.

6. Nonobstant toutes autres dispositions de la présente loi, l'article 3 cessera d'être applicable à l'exécution qui aura été incluse dans une fixation d'images et de sons avec le consentement de l'artiste interprète ou exécutant.

Section III. – Protection des producteurs de phonogrammes

7. Le producteur de phonogrammes jouit de la protection instituée par la présente loi lorsque

- a) il est ressortissant luxembourgeois ou, s'agissant d'une personne morale, a son siège social sur le territoire du Grand-Duché;
- b) la première fixation des sons a été entièrement réalisée sur le territoire du Grand-Duché.

8. Dans les cas prévus à l'article 7 les producteurs de phonogrammes ont le droit d'autoriser ou d'interdire

- a) la production de copies de leurs phonogrammes;

DROITS INTELLECTUELS

- b) l'importation de telles copies faites sans leur consentement, lorsque l'importation est destinée à la distribution au public;
- c) la distribution au public de telles copies faites sans leur consentement.

Section IV. – Protection des organismes de radiodiffusion

9. L'organisme de radiodiffusion jouit de la protection instituée par la présente loi lorsque

- a) son siège est situé sur le territoire du Grand-Duché;
- b) l'émission est diffusée par un émetteur situé sur ce territoire;
- c) l'émission a été diffusée à partir d'une station terrienne, travaillant avec un satellite de communication, située sur ce territoire ou sur n'importe quel autre territoire à l'aide d'une fréquence attribuée au Grand-Duché sur un tel satellite.

10. Dans les cas prévus à l'article 9 les organismes de radiodiffusion ont le droit d'autoriser ou d'interdire

- a) la réémission de leurs émissions;
- b) la fixation sur un support matériel de leurs émissions, y compris la fixation d'images isolées de leurs émissions de télévision;
- c) la reproduction d'une fixation de leurs émissions;
 - i) lorsque la première fixation, autre que celle visée à l'article 13, a elle-même été faite sans leur consentement;
 - ii) lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement;
 - iii) lorsque la première fixation a été faite en vertu de dispositions de l'article 13 et est reproduite à des fins autres que celles visées par ces dispositions.

Section V. – Dispositions générales

11. La protection instaurée par la présente loi laisse intacts et n'affecte en aucune façon les droits d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques protégées par la loi du 29 mars 1972. En conséquence, aucune disposition de la présente loi ne pourra être interprétée comme portant atteinte à ces droits.

12. 1. La durée de la protection instaurée par la présente loi est de vingt ans à compter de

- a) la fin de l'année de la première fixation, pour les phonogrammes et les exécutions fixées sur ceux-ci;
- b) la fin de l'année où l'exécution a eu lieu pour les exécutions qui ne sont pas fixées sur phonogrammes;
- c) la fin de l'année où l'émission a eu lieu, pour les émissions de radiodiffusion.

2. Demeure réservée la protection d'une durée plus longue résultant d'autres dispositions légales.

13. 1. La protection instaurée par la présente loi ne peut pas être invoquée

- a) lorsqu'il y a utilisation privée;

DROITS INTELLECTUELS

- b) lorsqu'il y a utilisation, aux fins de comptes rendus d'un événement d'actualité, d'une exécution, d'un phonogramme ou d'une émission constituant tout ou partie de cet événement;
- c) lorsqu'il y a fixation par un organisme de radiodiffusion, par ses propres moyens et pour ses émissions, et à condition que, s'agissant d'une exécution, l'organisme ait obtenu des artistes interprètes ou exécutants l'autorisation de radiodiffusion exigée par la présente loi. La fixation et les reproductions de celle-ci doivent être détruites ou neutralisées dans les trois mois qui suivent l'exécution ainsi fixée. Toutefois, la fixation peut être conservée dans les archives officielles si elle possède un caractère exceptionnel de documentation. Les modalités de cette conservation seront arrêtées par un règlement d'administration publique;
- d) lorsqu'il y a utilisation uniquement à des fins d'enseignement ou de recherche scientifique.

2. En outre, la protection instaurée par la présente loi ne peut pas être invoquée lorsqu'il y a utilisation qui, si elle concernait une oeuvre littéraire ou artistique protégée par la loi du 29 mars 1972, serait licite sans autorisation de l'auteur et sans rémunération.

14. Sous réserve des exceptions prévues par la présente loi, les dispositions de celle-ci s'appliquent aux utilisations tant totales que partielles d'une exécution, d'un phonogramme ou d'une émission.

Section VI. – Dispositions pénales

15. Les atteintes méchantes ou frauduleuses aux droits visés par la présente loi sont punies d'une amende de cinq mille à cent mille francs et d'une peine d'emprisonnement d'un mois à six mois, ou de l'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les cinq ans, ces peines seront doublées.

Ceux qui, avec connaissance, importent ou distribuent au public, détiennent ou exposent en vue de la vente sur le territoire luxembourgeois des copies de phonogrammes faites sans le consentement de leur producteur, sont passibles des mêmes peines.

La confiscation des disques contrefaits de même que celle des choses qui ont servi à commettre l'infraction ou qui y ont été destinées, alors même qu'elles ne seraient pas la propriété du condamné sera prononcée contre les condamnés.

Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal ainsi que de la loi du 18 juin 1879, modifiée par la loi du 16 mai 1904, portant attribution aux cour et tribunaux de l'appréciation de circonstances atténuantes, sont applicables.

16. Les infractions à la présente loi ne peuvent être poursuivies que sur la plainte de la personne qui se prétend lésée.

Le désistement de la partie plaignante, intervenu avant tout jugement de condamnation, éteindra l'action publique. Il est subordonné au paiement des frais de justice, y compris ceux du jugement déclarant l'action publique éteinte.

Section VII. – Application des Conventions internationales

17. Les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion sur leurs exécutions, phonogrammes et émissions qui ne sont pas visés par la présente loi, sont régis par les Conventions internationales auxquelles le Grand-Duché est partie.

DROITS INTELLECTUELS

Section VIII. – *Dispositions finales*

18. 1. Tout organisme exerçant, autrement qu'en conformité de l'article 4, pour compte de plus d'un artiste interprète ou exécutant ou de plus d'un producteur de phonogrammes, l'un quelconque des droits prévus par la présente loi, doit obtenir une autorisation. Si l'organisme est établi à l'étranger, il est tenu en outre d'avoir un mandataire général ayant son domicile dans le Grand-Duché qui le représente dans le pays tant judiciairement qu'extrajudiciairement. Le mandataire général doit être agréé.

L'autorisation et l'agrément qui sont prescrits sous peine de forclusion de toute action, sont délivrés par le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions.

2. L'organisme établi à l'étranger doit produire une copie de la procuration donnée à son mandataire général. Celle-ci doit indiquer d'une manière non équivoque les pouvoirs parmi lesquels doit figurer celui de représenter l'organisme en justice.

Tous ajournements ou notifications à signifier à un organisme établi à l'étranger pourront être faits au domicile du mandataire général qui est attributif de juridiction pour toutes les actions pouvant découler de la présente loi et plus particulièrement pour celles qui se fondent sur des contrats ayant pour objet des droits prévus par la présente loi, lorsque ces contrats sont passés dans le Grand-Duché avec des personnes physiques ou morales y établies et concernant soit des habitants du Grand-Duché, soit des exploitations y situées.

Le domicile du mandataire général servira également à déterminer les délais à observer pour tous ajournements ou notifications.

3. Est considéré comme passé dans le Grand-Duché, au regard de la présente loi, tout contrat concernant les droits y prévus, passé avec un usager habitant le Grand-Duché ou y établi.

4. Les clauses des contrats qui dérogeraient aux dispositions qui précèdent, sont nulles.

5. Les organismes visés sub. 1. doivent dresser une liste des ayants droit qu'ils représentent et la tenir à jour.

Cette liste pourra être consultée par les entrepreneurs de spectacles, les organismes de radio-diffusion et, généralement, par tous les usagers et par tous ceux qui y auront intérêt. Pour autant qu'il s'agit d'organismes établis à l'étranger, la liste restera déposée chez le mandataire général.

Le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions pourra dispenser des obligations prescrites par les deux alinéas qui précèdent dans la mesure où des listes déposées à l'étranger peuvent être consultées par les usagers par l'intermédiaire des organismes luxembourgeois ou les mandataires généraux des organismes établis à l'étranger.

6. Toute autorisation délivrée par un artiste interprète ou exécutant ou un producteur de phonogrammes déclarant qu'il a conservé le droit qui en fait l'objet, est considérée comme valable, à moins que le bénéficiaire de l'autorisation ait su ou ait dû savoir que son auteur n'avait plus le pouvoir de disposer du droit en question.

19. 1. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur trois mois après leur publication au Mémorial.

2. Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux exécutions et émissions ayant eu lieu, et aux phonogrammes réalisés, antérieurement à la date de son entrée en vigueur.

MEMORIAL A No 33 - 28.04.1995

Loi du 24 avril 1995 modifiant la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur en ce qui concerne la protection juridique des programmes d'ordinateur.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 8 février 1995 et celle du Conseil d'Etat du 24 février 1995 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1. L'article 1^{er}, alinéa 3 de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur est modifié comme suit:

L'ancienne dernière position de l'énumération des différentes catégories d'oeuvres, se terminant par un point, laquelle devient la nouvelle avant-dernière position de cette énumération, se terminant par un point-virgule, à savoir: «les oeuvres des arts appliqués, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences;» est complétée par la nouvelle dernière position ci-après: «les programmes d'ordinateur.»

Art. II. Il est ajouté à la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur une section VIbis libellée comme suit:

«Section VIbis: Du droit d'auteur sur les programmes d'ordinateur

Art. 28-1. Objet de la protection.

Les programmes d'ordinateur sont protégés par la présente loi en tant qu'oeuvres littéraires au sens de la convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. La protection d'un programme d'ordinateur comprend celle du matériel de conception préparatoire concernant ce programme.

Art. 28-2. Bénéficiaires de la protection.

1. La protection est accordée à toute personne admise à bénéficier des dispositions de la présente loi applicable aux oeuvres littéraires.
2. Lorsqu'un programme d'ordinateur est créé par un employé dans l'exercice de ses fonctions ou d'après les instructions de son employeur, seul l'employeur est habilité à exercer tous les droits patrimoniaux afférents au programme d'ordinateur ainsi créé, sauf dispositions contractuelles contraires.

Art. 28-3. Actes soumis à restrictions.

Sous réserve des articles 28-4, 28-5 et 28-6, les droits exclusifs de l'auteur d'un programme d'ordinateur comportent le droit de faire et d'autoriser:

- a) la reproduction permanente ou provisoire d'un programme d'ordinateur, en tout ou en partie, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, y compris le chargement, l'affichage, le passage, la transmission ou le stockage d'un programme d'ordinateur, lorsque ces opérations nécessitent une telle reproduction;
- b) la traduction, l'adaptation, l'arrangement et toute autre transformation d'un programme d'ordinateur et la reproduction du programme en résultant, sans préjudice des droits de la personne ayant transformé le programme d'ordinateur;
- c) toute forme de distribution au public de l'original ou de copies d'un programme d'ordinateur, y compris notamment la vente, le leasing, la concession sous licence et la location. Toutefois, la première transaction de ce genre effectuée dans la Communauté économique européenne par le titulaire des droits exclusifs ou avec son consentement, épuise le droit de distribution dans la Communauté des exemplaires du programme d'ordinateur faisant l'objet de la transaction, à l'exception du droit de contrôler les locations ultérieures de ces exemplaires.

Art. 28-4. Exceptions aux actes soumis à restrictions.

Sauf dispositions contractuelles spécifiques, ne sont pas soumis à l'autorisation du titulaire les actes prévus à l'article 28.3, points a) et b), lorsque ces actes sont nécessaires pour permettre à l'acquéreur légitime d'utiliser le programme d'ordinateur d'une manière conforme à sa destination, y compris pour corriger les erreurs.

Art. 28-5. Autres exceptions.

Une personne ayant le droit d'utiliser le programme d'ordinateur ne peut être empêchée par contrat

- a) d'en faire une copie de sauvegarde dans la mesure où celle-ci est nécessaire pour cette utilisation;
- b) d'observer, d'étudier ou de tester le fonctionnement de ce programme afin de déterminer les idées et les principes qui sont à la base de n'importe quel élément du programme, lorsqu'elle effectue toute opération de chargement, d'affichage, de passage, de transmission ou de stockage du programme d'ordinateur qu'elle est en droit d'effectuer.

Art. 28-6. Décompilation.

1. L'autorisation du titulaire des droits exclusifs n'est pas requise lorsque la reproduction du code ou la traduction de la forme de ce code au sens de l'article 28-3, points a) et b), est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité d'un programme d'ordinateur créé de façon indépendante avec d'autres programmes et sous réserve que les conditions suivantes soient réunies:
 - a) ces actes sont accomplis par le licencié ou par une personne jouissant du droit d'utiliser une copie d'un programme ou pour leur compte par une personne habilitée à cette fin;
 - b) les informations nécessaires à l'interopérabilité n'ont pas déjà été facilement et rapidement accessibles aux personnes visées au point a); et
 - c) ces actes sont limités aux parties du programme d'origine nécessaires à cette interopérabilité.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent justifier que les informations obtenues en vertu de son application:
 - a) soient utilisées à des fins autres que la réalisation de l'interopérabilité du programme d'ordinateur créé de façon indépendante;
 - b) soient communiquées à des tiers, sauf si cela s'avère nécessaire à l'interopérabilité du programme d'ordinateur créé de façon indépendante; ou
 - c) soient utilisées pour la mise au point, la production ou la commercialisation d'un programme d'ordinateur dont l'expression est fondamentalement similaire ou pour tout autre acte portant atteinte au droit d'auteur.
3. Par référence à l'article 9, paragraphe 2 de la convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, le présent article ne peut donner lieu à une application qui causerait un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire des droits exclusifs ou qui porterait atteinte à l'exploitation normale du programme d'ordinateur.

Art. 28-7. Mesures spéciales de protection.

1. Committent notamment un acte de contrefaçon engageant la responsabilité civile ou pénale de ses auteurs les personnes qui
 - a) mettent en circulation une copie d'un programme d'ordinateur en sachant qu'elle est illicite ou en ayant des raisons de le croire;
 - b) détiennent à des fins commerciales une copie d'un programme d'ordinateur en sachant qu'elle est illicite ou en ayant des raisons de le croire;
 - c) mettent en circulation ou détiennent à des fins commerciales tout moyen ayant pour seul but de faciliter la suppression non autorisée ou la neutralisation de tout dispositif technique éventuellement mis en place pour protéger un programme d'ordinateur.
2. Toute copie illicite d'un programme d'ordinateur est susceptible de saisie.

Art. 28-8. Durée de la protection.

La durée de la protection assurée à un programme d'ordinateur en vertu de la présente loi est la même que celle qui s'appliquerait dans les mêmes conditions à une oeuvre littéraire.

Art. 28-9. Effets de certaines dispositions ou clauses.

1. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux programmes d'ordinateur créés avant l'entrée en vigueur de la présente section Vbis, sans préjudice des actes conclus et des droits acquis avant cette date.
2. Toute disposition contractuelle contraire à l'article 28-6 ou aux exceptions prévues à l'article 28-5 sera nulle et non avenue.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre de l'Economie,
Robert Goebbels

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 24 avril 1995.
Jean